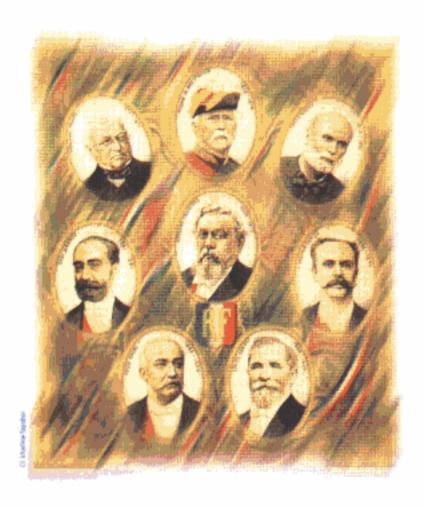
Conseil général de Maine-et-Loire

A Appropos de...
L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE



Tous les citoyens Français vont bientôt désigner le président de la République en l'élisant au suffrage universel. Cette élection paraît aujourd'hui naturelle et ne pose plus de problèmes. Pourtant elle a provoqué jadis de nombreux débats entre ses partisans et ses adversaires. C'est ce débat, en 1848, au moment de la seconde République que ce dossier présente à travers quelques documents. Le problème est donc : qui doit désigner le président de la République ? Tous les citoyens, au suffrage universel ou les députés eux-mêmes préalablement élus par « le peuple » ? Quels sont les avantages et les inconvénients des deux modes d'élection ?

La première élection du président de la République au suffrage universel

I - ÉLÉMENTS DE CHRONOLOGIE

- 23-25 février 1848: La « révolution de 1848 » qui a des origines politiques (le mécontentement de ceux qui sont exclus du droit de vote), économiques et sociales (la crise économique et le chômage) chasse le roi Louis-Philippe et met fin à la Monarchie de Juillet. La seconde République est proclamée.
- Mars-avril 1848 : l'esclavage est aboli, le suffrage universel pour l'élection des députés est décidé, des réformes sociales sont mises en place (ateliers nationaux).
- Juin 1848: de graves troubles sociaux éclatent dans les quartiers populaires à Paris et sont durement réprimés.
- Septembre-novembre 1848 : on discute à l'assemblée constituante de la Constitution qui organisera la République que l'on met en place. C'est alors qu'a lieu le débat sur le mode d'élection du président de la République.
- 10 décembre 1848: Louis-Napoléon Bonaparte est élu président de la République au suffrage universel, avec 5 400 000 voix, contre 1 400 000 à son principal adversaire, Cavaignac.

Archives départementales de Maine-et-Loire



Ces documents exposent les différentes thèses qui s'opposent au moment où il s'agit de décider du mode de désignation du président de la République en 1848.

Le document n°1 est un extrait d'un journal angevin, le *Précurseur de l'Ouest*, qui se contente d'exposer les quatre solutions possibles telles qu'elles sont débattues par les députés à l'assemblée constituante.

Les documents n°2 et n°3 sont au contraire des opinions sur ces solutions. Le premier détaille l'avis d'un député républicain retranscrit par le *Journal de Maine-et-Loire*, le second expose le point de vue du Conseil général du département de Maine-et-Loire.

En face de chaque document, vous résumerez en quelques lignes, les idées exprimées dans chaque extrait. Mettez l'accent sur ce qui les oppose.

	Document n° 1 (fiche centrale, passage encadré) : « Le Précurseur de l'ouest » : les quatre solutions	
Taxon Payodan Borupatt data		
		Document n°3 : Avis du Conseil général : « Ainsi, en Maine-et-Loire, c'est un vœu général qu'en vertu du double principe de la souveraineté populaire, et de la division des pouvoirs, le président de la République soit l'élu direct de la nation. »
	Document n°2 : Avis de Mortimer-Ternaux, député : « La nomination du président ne doit pas avoir la même origine que celle des représentants. Cette nomination demande plus de réflexion, plus de maturité. Elle doit être mise à l'abri des retours et de la mobilité du peuple. Si le président était nommé par le suffrage universel et direct, il se regarderait comme l'égal et même le supérieur de l'assemblée. »	

III - LES VOTANTS POUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Une fois adopté le principe de l'utilisation du suffrage universel, il reste à décider quelles conditions sont à remplir pour participer au vote, et qui, aussi en sera exclu. Reportez-vous au document n°4. Il s'agit d'un document officiel qui annonce sous forme d'affiche éditée par le Préfet de Maine-et-Loire l'élection prochaine du président de la République. Il précise qui peut participer au vote. L'affiche donne aussi la liste de ceux qui ne le peuvent pas.

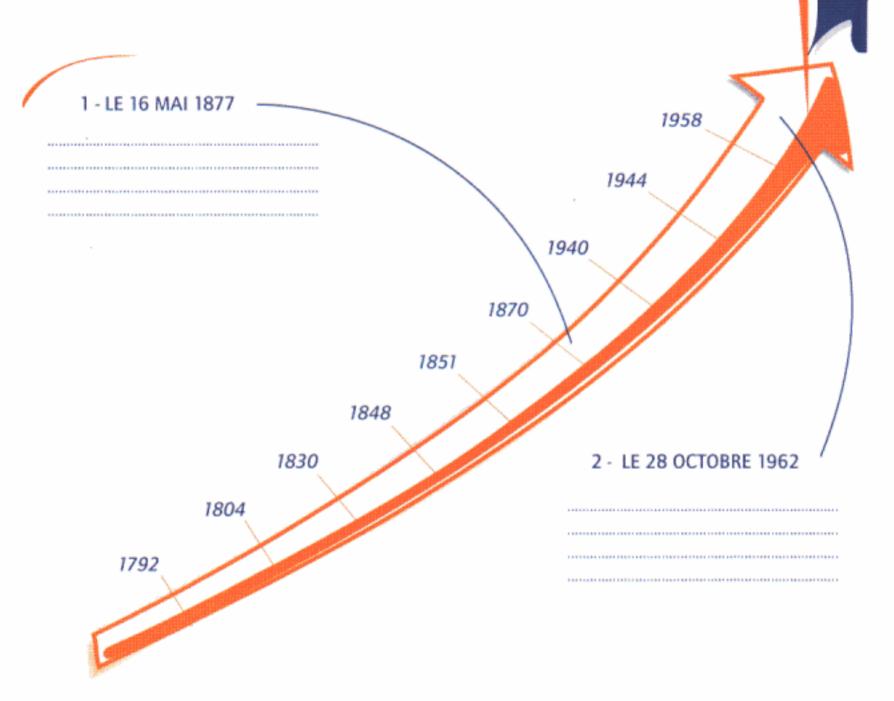
Après avoir lu ce document vous compléterez le questionnaire ci-dessous.

I - Qui peut être électeur ?	II - Qui ne peut pas être électeur?
Quelles sont les conditions d'âge ?	Qu'appelle-t-on les « retranchés » ?
Ovelles cost les conditions de résidence 2	
Quelles sont les conditions de résidence ?	Pour quelles raisons peut-on être retranché de la liste des électeurs ?
**************************************	- Les raisons de résidence :
Quelles sont les conditions de nationalité ?	
	 Les raisons d'irrégularité ou de faute ?
······································	
Quels documents faut-il fournir pour se faire	A LIBORATOR OF THE PROPERTY OF
inscrire sur la liste des électeurs ?	

Pour aller plus loin ...

Votre recherche va consister à compléter la frise chronologique ci-dessous.

- 1 Coloriez en jaune les parties de la bande qui correspondent aux époques pendant lesquelles il existe un président de la République.
- 2 Ajoutez des rayures dans les parties où le président de la République est élu au suffrage universel.
- 3 Dans la bande, aux moments où il n'existe pas de président de la République, précisez qui est le chef de l'état, roi ? empereur ? autre ?
- 4 Complétez les cases 1 et 2 en mentionnant les événements qui correspondent à ces deux moments très importants de l'évolution de la fonction de président de la République.







Archives départementales de Maine-et-Loire 106, rue de Frémur - 49000 Angers

Téléphone: 02 41 80 80 00 - Fax: 02 41 68 58 63

e-mail: archives.dep@cg49.fr

Sources: - Archives départementales de Maine-et-Loire: 103 JO 9; 72 JO 44; 3 M 322.

Marianne, cliché Éric Jabol.

Bibliographie : - M. Agulhon, 1848 et l'apprentissage de la Seconde République, Paris : éd. du Seuil, coll. Points Histoire, Nouvelle histoire de la France contemporaine, vol.8. La Seconde République en Maine-et-Loire 1848-1851, Dossier du Service éducatif des Archives départementales de Maine-et-Loire.

 D'une République à l'autre 1792-1992, Dossier du Service éducatif des Archives départementales de Maine-et-Loire.

Responsable de publication : Archives départementales de Maine-et-Loire

 P. Dreano, Les Républicains en Anjou en 1848, Angers: Mémoire de Maltrise, 1980. Éditeur : Conseil général de Maine-et-Loire

Texte: Alain Jacobzone Photographie : Éric Jabol Coordination: Sarah Boisanfray

Conception et réalisation : Manuela Tertrin, CAUE de Maine-et-Loire

Impression: Malgogne-Saillour - Diffusion gratuite

SAMEDI 7 OCTOCBRE 1848.

PRÉCURSEUR DE L'OUEST,

OM STABONNE.

A ARGRES, PLACE SAIST-MARTIN.

A Preis, shra. M. Charten Lejude et et C", rue Notre-Rouss-den-Yactuires, 45, et à l'Other de publicité départemente, rue Montagartre, 121.

Journal d'Angers,

Paralasant tous les jours, le dimanche excepté

PRIX DE L'ABONNEMENT:

Us an, 30 fr. — Six mois, 15 fr. — Trons mois, 7 fg. 70. Prix du Namero 20 centirosa.

Les Insertions sont tarifies à 15 et 50 cerpines la ligner alles doivent être remines la vallie.

ANGERS

Seance de l'Assemblée nationale.

Dequis deux jours, l'Assemblée nationale s'accupe d'une des plus graves questions de la Constitution, celle de la présidence. Elle apporte à cette discussion une gravité et une attention qui prouvent toute l'imporface qu'elle attache à cette solution, qui touche de si près à la sécurité de la Republique.

Quatre systèmes sont en présence, et tous quatre ont es leurs défenseurs à la tribune.

Le premier système reponse toute présidence, et veut que l'Assemblée nationale concentre en eile même le pouvoir exécutif, dont elle délégnerait l'exercice à un constil de ministres révocables à, volouté : c'est à peuprès le maintien du statu que actuel, régularisé par su vote de permanence.

Le second système est celui de la commission. Il consiste à décider que la momination du président auration par le suffrage universel, mais que, pour cette première fois. l'électrop sera ajournée jusqu'après le votebes lois organiques.

Par le prossème système . l'Assemblée elle-même nommerait pour cette première foix le président.

Enfin, per le quatrième, l'élection seruit conférée au suffrage universet et elle aurait lieu le plus prompte-

De ces quatre opinions, c'est à la dernière que nous nous rangeons : et nous nous appuyons en cela, sur la nécessité de mettre un terme à cette sorte de provisoire qui a daté trop longtemps et qui, s'il n'en est la cause, sert su moins de prétexte aux inquiétudes et aux défiances que c... lains meneurs se plaisent à enfretenir dans les esprits.

Nous menious pas la gravité des mobiles qui impirent ceux qui demandent le vote par l'Assemblée. Dans les circonstances données, se salut du pays, l'intérêt de la tranquillité, l'existence même de la République pourraient justifier que mesure exceptionnelle, dont l'adoption permettrait d'éviter des dangers sérieux et d'échapper à des périls dont l'évidence serait incontestable; mais nous n'en sommes pas là . Dieu merci, et c'est peut être donner un corps à des chimères, que de se préoccuper outre mesure de certaines prétentions dont le bou sens public à déja fait justice.

Que la nation tont entière nomme le président, comme te droit et la raison l'indiquent , voilà notre vœu. Nous ne craignous pas ce suprême appel ou pays. Il ne s'agit pas la de la nomination d'un représentant ; il s'agit de choisir l'homme aux mains duquel seront remises les destinées du pays et l'exercice du pouvoir suprême. Configurous toyalement a l'intelligence, au patriotisme, à l'instinct démocratique du peuple. Il vous rendra en dévoûment tout ce que vous lui surez donné en shapdon. Ne lui témoignez pas cette injuste défiance qui le blesse et qui l'irrite. Ne le forcez pas à se préoccaper lui même de fantêmes qui s'agiteut dans l'ombre et qui s'évanouiront, comme tous les fautômes, si vous marchez résolument à leur rencoutre. Cette nation du France, si patiente, si forte, si résignée, pardonnerait difficilement une suspicion blessante. Ne portez pas atteinte du premier coup au principe que vous venez de proclamer. On your dira que yous proclamez l'indignité du suffrage universel, et vous entretiendrez zinsi, vous perpétueres indéfiniment des difficultés et des embarras qui n'est que trop duré el sont la ressation importe aulant au repos du pays qu'à la consolidation de la Bépublique.

Dans la séance de jeudi, l'Assemblée a entendu MM, Félix Pyat, de Tocqueville, Patries et Fresness qui se sont faits les défenseurs des dévers systèmes en discus-

Hier, M. Fresnett, qu'on a'avait pas voulu entrodre la veille, a répris son discours pour soutenir le vote par l'Assarbhie

M. Greville a parlé dans le même sens que M. Pyat, c'est à dire qu'il s'est pronoccé en favour d'on pourcir unique.

M. Ferdinand de Lasteyrie a succèdé à M. Greville et a produit un cinquième système, qui consisterait à appliquer à la nomination du président le principe de l'élection à deux degrés.

Un suire orateur, M. Blace, a souleau la nomination directe par l'Assemblées Enfin M. de Lemartine, au dépert du courrier, occupait la tribune, et se pronouçuit en favenr du suffrage universel.

Le principal argument développé par l'honorable orateur, a été le suivant : Si le pouvoir du président émane directement de l'Assemblée et que, par des circonstances que la mobilité des bosses bumaines ne rend que trop possibles. L'Assemblée vienne à être frappée d'impopularité, cette impopularité retombera nécessairement sur le président, qui na tiendra son autorité que de l'Assemblée elle-même et alors, pouvoir législatif et pouvoir exéentif, tout sera exposé à s'écrouler ensemble et la société se frouvera sans sagyegarde.

Il est probable, nous écrit-ob, qu'après le discours de M. de Lamartine l'Assemblée prononcera la cliture de la discussion.

La session du causoil général, terminée en fait hier par l'épuisement des matières mises à l'ordre du jour, a été close aujourd'hui a une heure, après une courte séauce qui n'a guère consisté que dans la lecture du procès-verhal. Nous publicus aujourd'hui le compterendu complet de ces deux séances. Celle d'hier est importante à plas d'un titre; nous y resiendrons lundi, et nous nous accupes ons des iffaires que le conseil à résolves dans ses délibérations, et dont il s'est présecupé dans ses vœux.

Revne des journaux de Paris.

Du 6 ocmber 1848.

Le Moorrana, novement, contact no acticle qui porte en substance que le gouvernement, convaincui que la prolongation du proviscion est mortelle sex affaires du pays, demandera à l'Assemblée nationale de lixer ta date prochaine de l'élection du président de la Republique, aussitét que le principe de cette élection surs été proclamé.

Le journal officiel dément es outre, de la manère la plus positive, le bruit du refus de la médiation française en Balie, secución par le pouteist la Prese, et le fait de la cristion d'un inspecteur special de police dans les départements limitrophes de l'Espague, à l'effet de surveitler les movres hostiles au gouvernement, de la reine Isabelle, fait annonce pur un journal de province et reproduit pur que feucle parisienne.

Le Journat fait l'éloge du désours prononcé dans la séance d'toer par M. Parrieu, dont le début oratoire a été un succès. Cette teuille s'élère agesi contre l'espèce de montancise de seculio de division qui semble possèder certain, membres de l'Assemblée nationale et qui allonge démesorèment les débuts engagés à propos des moindres questions..... Le Journal demande counte remède à cet inconvenient, que l'on porte de 20 à 100, le nombre des représentants qui rend le scrotin de division obligatoire.

Enfin, le Journal développe cette idée que l'établissement d'un gouvernement définitif est urgent et qu'il y aurait inconvésient grave, sious danger à prolonger outre mesure, le provisulte.

Le journal l'Opinion publique aborde , dit-il, franchement la question de la présidence et déclare que le comte de Chambord, expersentant du principe « de l'hérédoir pohabus » (sic), se se mettra point sur les rangs pour la présidence de la République, La wême fauille dit, à propon de la toursure que prennent les affaires intérieures de l'Autriche, qu'il y a « de la poternité monorchique » dans la politique autrichienne et que s'est ce qui la sauve. Paternité monarchique ; le mot sit-heureus, surtout après les massacres de la Saltine.

Le Narposat fait en ces termes sa profession de fioi quant a la question de la présidence, « En résumé, voici sur quet terrains nous entendans nous phôcer; et en le choisissant après môre reflexion, nous obsistants à la fois au sentiment du droit et à l'empire irrésidable du fait : inscrire dans la Constitution le principe de télection du président par le suffrage universel et direct, et quant à présent, pour la première nomination, régler dans la mouvre de Putile, du nêces aire, l'applications de ce principe. Nous l'espérons, cette optitent, qui robetille un double intérêt également respectable, railiera la majorité de l'Assemblée, »

be then remark so promunes were force pour l'élection du president par le suifrage universel.

Le journal l'Assemnée satuétale accète les bonnées du gouvernement de n'être préoccépés que d'une seule pensee, celle de rester au pouvo-r, inculpation qui est peu d'accord avec l'article inséré ce main thême au Mondacer, et dont note donnous plus haut la substance.

L'Union s'efforce de tieer des tomplications actuelles que soutève la question de la présidence, un argument ou foreur du système de deux chambres déjà repouvé par l'Assem's blée nationale. La même journal adresse à M. Louis Bounporte, les conseile que voici » « M. Louis Napoléon n'assistait point stipaurd'hni à la séance de l'Assemblée nationale. C'est un tort, comme député, el une faute comme homma politique. Le député doit compte de son temps' aux eitrepens qui l'out clu, al M. Louis Bounparte demérité de leur don-lance. L'homme politique dait chercher à s'instruire dain les luttes partementaires, et M. Louis Bounparte aurait entenda aujourd'hui d'excellentes considérations de M. de-Keopteville sur les prétandants sans recloes, sans amplejué échéme dans le pays. Tout celà ourait pu l'instruire, s'il est vai, ama qu'on l'assure, que M. Louis Bouaparte est du nombre de ceux qui not eutere à apprendux. »

Le Constitutionent, se promunee pour l'opinion développée hier par M. de Tonque-ille ; c'est à dire qu'it se fuit l'avocat de la combinaigne consistant à taisser subsister le statu que juequ'après le vôte des lois organiques.

En literatique cité et approuve les arguments de M, de Corméo in en faveur de l'élection du président par le suffrage universel.

Le Countreu mançais prétend que des officiers de l'escadre française devant Messine auraient fraternisé dans un l'anquet avec des officiers de l'armée napolitaine, et déonne ce fait à l'attention du gauvernement.

Les Désurs profitent de la discoution sur la question de la présidence pour donner cours à l'expression de Beurs regrets monarchiques : Ils ne décident pas, d'ailleurs, disenils, entre les deux systèmes (l'élection par le seffrage universel on l'élection par l'Assemblée) que refte ducusson a mis en presence.

houvelles et faits politiques.

Les journaire de Marseille n'est craté de partir des ordres arrivés à la préfecture maratime pour le transport de \$2,000 culous indiqué par le décret de l'assemblée moltenole i il paralt que ce n'est pas une éverent, cor le chéfice des colors illures ne s'éleverait en réolité qu'à 10,000, le complément devant être fourni par suite d'un check à faire, parmi les transportirs de join que, par leurs anécédents amont quelque était à l'indulgance du gouvernament.

Le général Cavaignue, qui n'assistait pur hier à la ségère de l'Assemblée nationale, était réfens étez luit par suite d'une indi-position sons gravité.

Le lorait de la démission du préfet de la Haute Garsane, prenaît aupand'hai plus de consistance dons la solle des Pas-Pendus ; la miante politique de l'élection des six résesprésidents de l'Assemblée, n'aurait pas éte étrangère ; duton, à cette resolution.

Lu caedidature du muréchal Engeud , à la présidence de la République I qui le croirait? sunt de poindre à Toulouise, dans un journal de cette ville. C'est peut-être une excase aux regrettables écarts du hanquef du vingt-deux septembre.

Nouvelles de l'Etranger.

ALLEMAGEE. — Postdom, 1º orlober. — Des dépundens graves se crosswellent fréquesiment dans exite vitte. On lit dans le Zeitragahalle : « Aujornd'had, les gardes du augment alteque plusièure bourgenis sans déreuse, qui assistaient à une réuniour populaire. Un étranger socié de la ville pour voir l'assemblée, a reçu cinq ble-surres à la tête. Les gardes du carps sont esteuné la bilanne. Ce mir l'aristocrates est embantée ; on felicite les gardes du carps. On espéra que la guerre civile floira par éclater. Le comatamélant de la garde nationale à dematéé à l'état major s'il popular contenir la soldatenque, et, comme la réponse n'a par élétat de siège, »

Assemblée matiennie.

PRESIDENCE DE CITOTEN ARMAND MASSAST.

Suite de la séance du 5 octobre,

Le citogen passenuer : Je dois avertie l'Assemblée que des erreurs ont été commises dans l'indécation du résult-i du serutin sur l'amendement de M. St-Priest.

Le nombre des votants était de 715 Majorité absolue, 330 Pour l'amendement, 335

Contre, Le résultatest donc le même.

La différence que signale vient de ce que plusieurs de ma collègues ont dépose plusieurs billets. Lai sous les yeax des fulless blancs et des billets blens déposés en double par trois membres, on autre a vote pour et contre.

Je recommande à nos coffégues la plus grande attention dans leur vole, car de pareilles erreurs entraherajent la

Archives

départementales

de Maine-et-Loire

PREFECTURE DE



MAINE ET LOIRE.

ELECTION

 \mathbf{D}

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

ARBEIE.

Le Préfet de la République dans le département de Maine et Loire;

Vu le décret de l'Assemblée nationale en date du 28 ontobre 1848, relatif à l'élection du Président de la République, promulgué par le Chef du Pouvoir exécutif;

Vu l'instruction du gouvernement provisoire en date de 8 mars dernier;

Arrête :

Aux. 1st. Sont appelés à concourir, le 10 décembre prochain, à l'élection du Frésident de la République, les citoyeus inscrits sur les lisses électorales du département de Maine et Loire, publices au mois d'avril dernier, pour l'élection des représentants du peuple.

Sont aussi appelés à cette élection les citoyens qui ne sont pas inscrits sur ces listes et qui rempliront, avant le 10 décembre, les conditions définies par l'instruction du gouvernement provisoire ci-dessus visée.

- Aux. 2. Il sera publié dans choque mairie du département de Maine et Loire, un tableau de rectification de la liste publiée en avril ; ce tableau de rectification comprendra, comme inscriptions nouvelles :
- Les citagess français qui auront accompli leur singt-unième auxo decembre;
- 2. Geux qui, à la même époque, auront acquis les six mois de résidence dans la commune, sant les exceptions mentionnées aux paragraphes 4 et 5 de l'instroction du 8 mars, ci-dessus visée;
- 5. Ceux qui aurent obtenu des lettres de naturalisation
- Geux qui remplissant d'ailleurs les conditions d'aptitude pour être électeurs, out négligé de se foire inscrire sur les listes précédentes.

Pourront aussi être inscrits sur le tableau de la commune qu'ils habitent les citoyons qui, ayant pris part aux dermières elections dans le département de Maine et Loire, out depuis, sans quitter ce département, transféré leur domicile réel dans une autre commune que celle où ils avaient précedement suté.

Ce tableau de rectification présentera aussi, comme retranchés de la fate des citateurs, les noms des citayens qui, inscrits sur les istes d'avril, sont décodés; ceux qui sont prives on suspendus de l'exercice des droits civiques; ceux qui, décharés en état de faillite par jugement, n'auront pas obtenu de concondat; ceux qui auront cesse d'hobiter le département; enfin ceux qui, seus quitter le département, ont change de commune.

Asr. 5. Tout eiteyen qui demandeza son inscription sur le tableau de rechticution devra produire :

 Peur constater sun âge et sa quidié de Français, un acte de maissance ou toute autre pièce authentique pouvant en tenir lieu; (Des extraits de naissance pour établir l'âge des électeurs et pour l'exercice du droit électoral, sont délivrés gratuitement, aux termes du décret du gouvernement provisoire du 10 mars dernier, à chaque citoyen qui le réclamera);

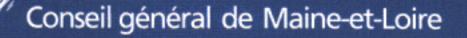
- 2. Pour constater les six mois de résidence: on certificat du propriétaire de la maison que le réclament habite; ce certificat, dûment légalisé, indiquera l'époque à laquelle remonte la location de cette habitation;
- Pour constater la naturalisation d'un étranger : l'acte de naturalisation on toute autre pièce officielle;
- 4. Pour constater le changement de domicile dans le département de Maine et Loire : un certificat du maire de la commune que le réclamant a cessé d'habiter, et portant que cet électeur a été rayé de la liste ou il avait été précédemment inscrit.
- Aux à la tableau de rectification sera arrêté le 26 novembre, il sera publie et affiché le lendennia 27. Il sera exposé dans les localités ordinaires avec les listes dressées en avril.
- Ast. 5. Les réclamations contre la teneur de ces intes seront reçues dans les mairies, du 27 novembre au 2 décembre à minuit; passé ce délai, il ne pourra plus être reçu de réclamation.
- Ces réclamations, conformément aux paragraphes i et 2 de l'instruction du 8 mars ci-deuss visée, seront jugées sommairement en conseil municipal, par le maire de chaque commune, qui fere les rectifications nécessaires.
- Aux. 6. Des cartes individuelles seront délivrées aux électeurs par les soins des maires.
- Aux. 7. Un arrêté ultérieur fera committe : 1. l'heure de la réunion des électeurs, 3. la division en sections des assemblées électorales; 5. les lieux où les électours se rendront pour voter.

Fint'à Angers, le 11 novembre 1848.

Poor le Prélit copédie

Le Couseiller de Préfacture, Secrétaire-Général,

Ca. BIOLAY



Un événement d'actualité,

Des documents d'archives,

Une nouvelle collection

des Archives départementales de Maine-et-Loire

Les Archives départementales de Maine-et-Loire vous proposent de découvrir leur nouvelle collection de fiches pédagogiques illustrant par des documents d'archives un thème ou sujet d'actualité.



elle a provoqué jaois de nombre. C'est ce débat, ses partisans et ses adversaires. C'est ce débat, en 1848, au moment de la seconde République que ce dossier présente à travers quélques documents Le problème est donc : qui dort désigner le président.

BULLETIN D'ABONNEMENT GRATUIT

M./ M ^{me} / M ^{elle} :
Établissement :
Adresse :
Code postal : Ville :
désire recevoir la nouvelle publication « À propos de » du service éducatif des Archives départementales de
Maine-et-Loire

service gratuit pour les enseignants et établissements scolaires

À paraître en 2002 : - Les jeunes et la délinquance - Octobre 1942 : les rafles anti-juives en Anjou - Victor Hugo et ses amis angevins

Bulletin d'inscription à retourner :

Archives départementales de Maine-et-Loire 106, rue de Frémur 49 000 ANGERS

